

Madame Le Préfet,

M. Le Directeur Académique,

Mesdames et messieurs les membres du Comité Départemental de l'Éducation Nationale,

Comme tous les ans, L'UNSA-Education vient de publier son baromètre UNSA des métiers de l'éducation. Cette 7ème édition du baromètre connaît des bouleversements profonds par rapport aux années précédentes. C'est l'expression d'un véritable mal-être des collègues dans leur travail. Mais nous observons aussi une rupture de la confiance entre les personnels et leur ministre au sein de l'Éducation nationale.

Si nos collègues sont toujours très nombreux à aimer leur profession (92,7%) et à être heureux de l'exercer (78,7%), de nombreux indicateurs montrent une incompréhension voire une opposition aux politiques menées dans leur secteur d'activité.

Ainsi seulement 10,4% des personnels de l'éducation se disent en accord avec les choix politiques faits contre 20,8% en 2018. Ils ne sont même que 6,5% chez les enseignants.

Cependant, le pouvoir d'achat reste la première priorité, en augmentation avec 62,5% et de moins en moins de collègues recommanderaient leur métier à un jeune de leur entourage (27,5), soit 10 points de moins par rapport à l'édition 2018. Encore une fois ce baromètre nous donne de nombreuses indications sur l'état d'esprit de la profession. Le gouvernement doit en tenir compte. L'UNSA Éducation et ses syndicats agiront en ce sens.

Le baromètre de l'Unsa-Education montre une défiance des personnels envers la politique éducative et le ministre. Elle est renforcée par le projet de transformation de la Fonction Publique. Lors du Conseil Commun de la fonction publique, présidé par Olivier Dussopt, Secrétaire d'état auprès du Ministre de l'Action et des Comptes publics, l'UNSA Fonction Publique a, une nouvelle fois, redit son désaccord sur le fond du projet de loi de transformation de la Fonction Publique, en particulier sur la modification des instances de dialogue social ou encore sur le recours accru aux contrats.

L'UNSA Fonction Publique a rappelé aussi son désaccord sur la méthode de dialogue social utilisée depuis plus d'un an et appelle à un changement radical pour la seconde partie du quinquennat. Les organisations syndicales représentatives doivent pouvoir être davantage entendues.

Concernant la carte scolaire, sujet principal de ce jour, nous allons lors de cette deuxième phase discuter des fermetures et des ouvertures de classes. Vous nous proposiez lors de la 1^{ère} phase un discours prudent et donc vous proposiez peu d'ouvertures au regard du nombre de fermetures. Vous aviez fait des efforts par ailleurs que nous avons favorablement reçus. Nous avons pu constater que vous aviez privilégié lors du CTSD de la semaine dernière des ouvertures, des annulations de fermetures de février et vous avez fait le choix de préserver au titre du protocole ruralité et de la politique des 24 élèves en cycle 2 quelques écoles comme des RPI et des écoles fragiles. Vous annoncez que le CDEN de septembre ne ferme pas de classes. Nous souhaitons que ce CDEN prenne également cette direction. En effet, des situations ont évolué depuis février, des écoles comptent aujourd'hui un nombre suffisant d'élèves pour maintenir la classe, préserver voire même ouvrir des classes dans certaines écoles. Si fermer une classe provoque une hémorragie de départs, il est à constater qu'une ouverture de classe permet un appel d'air d'arrivées de nouveaux élèves venant confirmer le potentiel de ces écoles. Sachons aussi faire confiance aux équipes qui connaissent parfaitement le territoire de leur école.

Nous réitérons notre souhait que les règles qui ont permis d'élaborer la carte scolaire de février restent à minima les règles de celle qui nous occupe aujourd'hui :

- Le seuil des maternelles abaissé à 28 au lieu de 30 comme « ligne d'horizon »
- Les écoles à la limite des seuils à -1, -2 voire -3 élèves pour lesquelles nous vous demandons d'être bienveillant.
- Veiller à la concurrence des écoles privées qui est bien plus présente qu'elle ne le paraît.
- Maintenir les PDMQDC tant que faire se peut et que les équipes souhaitent les voir maintenir.
- S'efforcer à maintenir ou augmenter les décharges de direction.

Nous nous attendons donc, pour donner suite aux fermetures de février, à voir se confirmer les propositions d'ouverture ou de maintien de classe comme signe positif envoyé aux équipes qui attendent parfois avec impatience et stress cette décision qui permet de rééquilibrer les effectifs dans les classes et d'organiser pédagogiquement les écoles pour une rentrée plus sereine.

Pour l'Unsa-Education
Johann BARANGER
Edith BOUTONNIER
Nicolas LAURENT